

# Rapport sur l'antisémitisme

par Esther Benbassa

*Directrice d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne)*

*Fellow-in-Residence au Netherlands Institute for Advanced Study (Pays-Bas)*

---

## **Le conflit israélo-palestinien et le positionnement des Arabo-musulmans et des Juifs**

En France, les Maghrébins et les Juifs maghrébins issus des classes laborieuses habitent souvent dans les mêmes banlieues et parfois dans les mêmes cités. La relative réussite des seconds, liée à la possession d'outils d'adaptation hérités de la longue histoire diasporique des Juifs en général, exacerbe, en ces temps de conflit israélo-palestinien, le ressentiment des premiers à leur endroit.

Mais les Juifs maghrébins qui côtoient les Arabes sont eux aussi dans le ressentiment non seulement en raison du traumatisme de leur départ d'Afrique du Nord, mais également parce qu'ils reportent leur propre expérience, qu'ils interprètent aujourd'hui comme une « expulsion », sur ce qui se passe au Moyen-Orient entre Israéliens et Palestiniens, imaginant que leurs coreligionnaires en Israël sont menacés du même sort. On observe le même type de projection en Israël même où les Juifs orientaux ont transformé le dépit de l'exil et leurs vicissitudes en tant qu'Orientaux dans ce même pays en hostilité à l'encontre des Palestiniens et des Arabes en général.

Les communautarismes juif et arabo-musulman, devenus actifs en France surtout après la seconde Intifada, et qui se déploient sous forme de nationalismes diasporiques, sont également à prendre en considération. Juifs et Arabes, en France et ailleurs, partout où ils constituent d'importantes diasporas, sont tous peu ou prou touchés par ce nationalisme. Un nationalisme sans revendication

territoriale, et faisant cohabiter la loyauté au pays de résidence avec un soutien sans faille à des causes extérieures à ce pays, susceptibles de cimenter une identité diasporique. Ces causes sont transnationales. Les Arabo-musulmans de diaspora, au-delà de leurs appartenances nationales particulières ou de celles de leurs parents, reconstruisent une certaine unité dans la défense du combat palestinien, et surmontent du même coup leurs éventuelles dissensions. Cette identification, plus visible chez les jeunes, leur permet de se réinscrire dans une généalogie, alors même que le lien s'est distendu avec le pays d'origine et avec les parents, à qui il est reproché d'avoir subi passivement les humiliations et les renoncements imposés par l'immigration.

Dans ces poudrières mal maîtrisées que sont devenues les banlieues, plus que la religion, c'est l'identification aux Palestiniens, ou à tous ceux qui défient l'Occident, qui leur fait retrouver l'honneur perdu des leurs. Les actions spectaculaires des héros de la cause palestinienne deviennent des actes de bravoure, objets d'appropriation, tandis qu'Israël, associé à cet Occident qui les a relégués dans ses marges, incarne l'ennemi par excellence, persécuteur de Palestiniens, ces frères de destin. Dans ce schéma, le plus souvent, Israéliens et Juifs ne sont pas dissociés.

Les Juifs ont eux aussi développé depuis longtemps, autour d'Israël, un nationalisme diasporique qui s'est renforcé avec l'évolution du conflit au Moyen-Orient. Un nationalisme sans frontières, les rassemblant de par le monde. La victoire d'Israël en 1967 leur avait redonné leur fierté, et définitivement clos l'époque où on les décrivait comme des êtres passifs et courbés. Désormais, en France comme ailleurs, l'on s'assume ouvertement comme Juif et l'on assume en même temps et de la même manière son rapport à Israël. 1967 aura été aussi pour beaucoup de Juifs nord-africains une sorte de revanche face aux difficultés de l'émigration, une revanche contre les Arabes, une manière de retrouver sa dignité entamée par un exil forcé. Et aujourd'hui, tandis que le soutien à la cause palestinienne pallie chez nombre d'Arabo-musulmans l'effritement de l'identité

traditionnelle, beaucoup de Juifs trouvent dans leur attachement à Israël un moyen de parer à une fragilisation comparable.

Qu'en est-il vraiment de l'antisémitisme arabo-musulman en France, l'une des expressions de ce nationalisme diasporique en action, circonscrit par l'appartenance communautaire ? Certes, nul ne niera la multiplication des actes antijuifs, de gravité variable, ni la forte hostilité aux juifs de certains milieux arabo-musulmans, une hostilité qui ne se limite d'ailleurs pas seulement à ces milieux, l'antisémitisme devenant de plus en plus la métaphore des maux de la société française. Celui qui touche les milieux Arabo-musulmans n'est pas lui non plus étranger à ces maux – absence d'une politique d'intégration efficace et mobilité sociale et professionnelle encore embryonnaire et ses corollaires.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2004 ont été recensés 135 actes antisémites contre 127 en 2003. Dominique de Villepin, ministre de l'Intérieur, a déclaré, pour les sept premiers mois de l'année 2004, 160 agressions ou dégradations contre 75 sur la même période en 2003. Lors de la présentation du rapport de Jean-Christophe Ruffin, il y a trois semaines, M. de Villepin annonçait cependant une « décrue significative » des actions racistes et antisémites au cours des trois derniers mois. Ainsi, 9 actions antisémites violentes ont été signalées en juillet, 4 en août et 5 en septembre, contre 31 en mars et 23 en avril. La peur qui s'est emparée des Juifs de France aujourd'hui et la manière dont elle se fait entendre sont-elles proportionnées aux agressions subies? Ou ne faut-il pas voir là aussi l'expression de ce nouveau nationalisme diasporique, axé sur la défense d'Israël et prompt à ranger les critiques dont il est l'objet dans la catégorie antisémitisme, le tout sur fond de traumatisme réactivé dans un climat tendu ? En tout état de cause la peur est réelle.

Le racisme anti-arabe suit lui aussi une courbe ascendante et se greffe sur un fond de contentieux hérité de la colonisation et de la décolonisation, qui a réémergé depuis le 11 septembre, confondant islam et terrorisme. Les chiffres sur les incivilités racistes sont plus difficiles à établir parce que ceux qui les

subissent sont moins prompts à aller se plaindre de crainte d'essuyer des rebuffades en raison de leur origine ou de la couleur de leur peau. À cela s'ajoute l'absence de véritables institutions organisées au sein des populations issues de l'immigration et émanant de la société civile non religieuse susceptibles de prendre leur défense dans ces situations, ou de faire des démarches auprès des autorités de l'Etat.

L'histoire de l'Europe, dont la haine antijuive et l'extermination à laquelle elle a conduit font partie intégrante, rend beaucoup plus attentif à l'antisémitisme qu'au racisme anti-arabe davantage toléré sous ses différentes déclinaisons – islamophobie, « choc de civilisations », anti-islamisme, etc. À cela s'ajoute la culpabilité née de la prise de conscience tardive de la responsabilité de Vichy dans la déportation des Juifs de France. D'où une espèce de course à l'expiation, réactivée avec la résurgence récente de l'antisémitisme sous ses formes renouvelées. Tout ceci, au lieu d'apaiser le climat, contribue à créer chez les Juifs une sorte de panique, qui a été parallèlement alimentée par les leaders communautaires et la presse juive, l'interventionnisme d'Israël en faveur de l'émigration et l'alarmisme de certains intellectuels.

Le manque de prudence des politiques et des médias dans leurs réactions aux incidents antisémites ou présumés tels et le pathos dans lequel ils versent par crainte d'être eux-mêmes taxés d'antisémitisme amplifient de même la peur des Juifs, laquelle jette à son tour dans le désarroi tous les partenaires, mis sous pression et se sentant tenus de réagir au plus vite. Un cercle vicieux qui génère une sorte d'hystérie, tout en banalisant l'antisémitisme et le pervertissant.

### **L'antisémitisme dans un environnement complexe**

La masse des informations qui arrivent aux rédactions entretient également la boulimie. Images et textes submergent à leur tour le public. La violence n'est pas seulement perçue dans l'image qui est donnée du monde,

mais vécue dans une sorte d'intimité. Ainsi envahit-elle les foyers et les imaginaires au gré des événements. La violence n'est plus exceptionnelle. Celle qui oppose Israéliens et Palestiniens au Moyen-Orient s'est, elle aussi, installée dans cette intimité. À chacun de prendre parti pour l'un ou l'autre camp, d'en projeter la cause sur son histoire, son vécu, souvent sans discernement ni logique, faisant tour à tour des uns ou des autres des victimes dignes de compassion ou des bourreaux dignes de réprobation. La haine fait désormais rêver et se transforme même en revendication, celle d'un droit à la haine, parallèle à un autre, le droit à la victimisation, revendication de la souffrance comme passeport. Alors certains peuvent être tentés de mettre l'un et l'autre en scène, pour attirer l'attention de ces mêmes médias qui, d'une autre façon, les mettent en scène eux aussi.

Mais il y a des degrés dans l'échelle de « valeurs » qui s'applique à la haine. L'arabophobie recueillant moins d'échos dans les médias – comme dans la société en général, qui la trouve plus tolérable que la haine antisémite –, Michaël Tronchon alias Phinéas, ne va pas se contenter de blesser un Arabe à coups de hache, il profanera un cimetière juif en empruntant ses symboles à l'antisémitisme de type nazi et à la haine anti-arabe. Phinéas s'était érigé en bourreau. Marie Leblanc, elle, dans la désormais célèbre affaire de fausse agression dans le RER, avait préféré endosser l'habit de la victime. Chacun dans son registre, chacun de son côté, mais dans un temps rapproché, tous deux se jouaient les scènes qu'ils avaient vues à la télévision ou qui font désormais partie de l'inconscient collectif dans l'éternel couple du bourreau et de la victime. Dans sa mythomanie, l'antisémitisme imaginaire de Marie Leblanc ressemblait à celui que Phinéas orchestrait. Les deux cas sont les symptômes jumeaux de ce qui travaille en profondeur une société en mal d'identité et en panne d'imagination. Leur fantasme était celui de la *Star Academy* – sans les paillettes.

L'incendie du centre social juif de la rue Popincourt qui s'est produit en août 2004, provoqué par un Juif originaire du Maroc, superpose lui aussi des slogans assez incompatibles – « La France aux Français », qui serait plutôt une devise anti-arabe, coexistant avec « Vive l'islams » (*sic*), sans oublier les croix gammées.

Le travail fait jusqu'ici sur l'antisémitisme a pris la forme d'une sorte de leçon adressée au monde pour empêcher la répétition de l'horreur. Que les juifs aient conservé et transmis le traumatisme du génocide à ceux qui les ont suivis est tout à fait compréhensible. Mais que sait-on des Juifs à part leur extermination ? Qu'apprend-on d'autre sur eux ? Et aujourd'hui, à l'image de l'extermination se superpose celle de la puissance d'Israël dans la guerre qui l'oppose aux Palestiniens. On retient les deux images, toutes deux réductrices. Les Juifs n'ont pas été que des victimes et ne sont pas que des bourreaux.

On n'a peut-être pas choisi la méthode adéquate pour la transmission de l'expérience tragique du génocide. Le devoir de mémoire a paralysé les principaux transmetteurs ; il a servi à garder debout le fragile édifice de l'identité juive, sans oublier l'instrumentalisation dont il a pu être l'objet. La panique parfois disproportionnée des Juifs aujourd'hui face à l'antisémitisme puise en partie son intensité dans les excès de ce devoir de mémoire. Les mêmes excès de mémoire ont dépassé, au sein de la société en général, le seuil de la capacité que possèdent les individus à se remémorer le passé. Ce qui nous porte à nous interroger sur l'économie pertinente du souvenir et de l'oubli afin d'éviter que le trop de mémoire ne produise de l'amnésie. Dans cet ordre d'idées, on peut avancer que nombreux sont ceux, dans la société française, qui n'ont retenu que les signes « extérieurs » de l'antisémitisme qui a mené à l'annihilation, d'autres ont redécouvert avec effroi ce que l'antisémitisme a pu être effectivement. En fait, le message n'est passé que partiellement. L'essentiel de ce qu'on voulait transmettre n'est pas arrivé à destination, ce qui est attesté aujourd'hui par la réémergence de l'antisémitisme. En tout cas, il serait

dommageable de ne pas s'attarder sur cette question de transmission et de réception, de souvenir et d'amnésie. Par surcroît, les récentes manifestations de haine antijuive n'ont longtemps été évoquées que pour être imputées aux Arabo-musulmans, tant le conflit israélo-palestinien pesait sur ce qui se passait ici. Or, curieusement, nos profanateurs et simulateurs ne sont pas issus de ces milieux. Ils sont pour le moment européens, et leur comportement nous interroge plus fortement encore.

Jusqu'à récemment le mot d'ordre était « devoir de mémoire ». Aujourd'hui, c'est le « devoir de vigilance » contre l'antisémitisme qui semble s'imposer. Si le premier était naturellement prôné par les victimes du génocide et par leurs descendants, en majorité ashkénazes, le second semble lui davantage porté, quoique non exclusivement, par les Juifs originaires d'Afrique du Nord. Faute d'un vrai travail de mémoire sur leur l'exil, lequel s'est trouvé dès lors insuffisamment reconnu comme expérience fondatrice d'un groupe qui a vécu ses propres épreuves, et après avoir partagé par solidarité et par procuration le « devoir de mémoire » de leurs frères ashkénazes, ceux-ci sont désormais sortis du silence pour assumer pleinement et parfois rageusement un urgent « devoir de vigilance ».

Dans leur grande majorité, les livres sur l'antisémitisme parus en France depuis la seconde Intifada sont dus à la plume de ces exilés ou de leurs enfants. Tous pensent ainsi éviter le piège où sont tombés les israélites ou juifs dits de souche et les immigrés ashkénazes de l'entre-deux-guerres, à qui ils reprochent – peut-être à tort – de n'avoir pas été assez vigilants face au danger. Cet activisme face aux hostilités anti-juives dont la France est actuellement le théâtre n'a qu'un objectif en soi honorable : empêcher le retour de ce qui a été vécu par les Juifs pendant la Guerre. Reste qu'il se manifeste de manière le plus souvent anarchique, et que s'il est suscité par la peur, il entretient à son tour une vraie peur. Il est devenu aujourd'hui contre-productif et échappe au contrôle de ses initiateurs, lesquels n'avaient probablement pas prévu de tels excès, ni

mesuré à quel point cette peur, se greffant sur des traumatismes profonds, la Shoah ou l'exil, pouvait devenir explosive.

Même s'il n'est relayé dans ses formes extrêmes que par une minorité, les effets de ce militantisme de la vigilance peuvent hélas se retourner contre les Juifs dans leur ensemble, et creuser un peu plus le fossé entre la France et ses citoyens juifs, ces derniers tentés par réaction de cultiver des attitudes d'autodéfense réelle ou imaginaire, dont la principale et la plus spontanée est le repli sur le groupe et la culture de l'entre-soi. Alors même qu'en 2002, seules 2 035 personnes sont effectivement parties pour Israël, l'idée se répand dans certaines franges de la population juive du caractère désormais provisoire de leur séjour en France. Si on prend en considération le désamour à l'endroit des Juifs qui se propage dans la société française depuis la seconde Intifada et qui marque une tendance inversée par rapport à l'enthousiasme à leur égard qui s'était produite lors de la guerre des Six-Jours, on peut se demander si le repli ne risque pas de le renforcer. Selon une enquête effectuée les 5 et 6 novembre pour Libération et France Inter par BVA sur 963 personnes, Ariel Sharon est tenu par 35% des Français comme le principal responsable de l'escalade de la violence, quand 12% accusent Arafat. Ces chiffres étaient respectivement de 32% et 20% il y a deux ans. Les jeunes (46%) et les plus diplômés (41%) sont les plus nombreux à accabler Sharon. Les Français prennent davantage position sur ce conflit (47% contre 32% en 2000). A l'époque 14% des sondés marquaient une préférence pro-Israélienne et 18% pro-palestinienne. Aujourd'hui, ils sont à peine 12% à prendre parti pour Israël, contre 32% en faveur des Palestiniens.

### **Confusion dans les objectifs**

Que la résurrection d'un antisémitisme qu'on avait cru disparu suscite désenchantement et colère, on le comprend. Mais pas cet acharnement à traquer derrière chaque mot, chaque geste, derrière chaque critique de la politique

israélienne, un arrière-fond antisémite. Nous entrons là dans la phase dangereuse de l'intimidation. Une intimidation dont les cibles sont aussi bien la presse, les responsables politiques que les intellectuels. Élisabeth Schemla se félicitait récemment sur son site web de la naissance d'un vrai « *lobby juif* », capable de se faire entendre des pouvoirs publics. A supposer qu'il y ait un « lobby » pro-israélien où se retrouvent des Juifs et des non-juifs, l'idée de « lobby » juif tient en revanche plus du mirage que de la réalité tant les Juifs de France et même leurs institutions sont divisés. Là où l'on croit qu'il y a « lobby », il n'y a souvent que désorganisation et des masses excitables à tout moment et qu'on a longtemps manipulées. Il est urgent que les Juifs de France et leurs institutions ne confondent pas le combat contre l'antisémitisme et la défense d'Israël. Un terrain miné qui fraie le chemin à toutes sortes de dérives.

Un travail de dissociation entre soutien aux Palestiniens et dérive antisémite devrait être mené du côté des Arabo-musulmans également. Comme il est de première nécessité de faire comprendre qu'il n'y a pas de raison de voir dans chaque Arabe un antisémite. On ne peut cependant pas laisser aux chefs religieux et aux chaînes arabes l'embrigadement des jeunes et des moins jeunes issus de l'immigration. L'antisémitisme dans les pays arabes qui se conjugue souvent avec le soutien à la cause palestinienne se révèle porteur tant qu'il y pallie le manque de démocratie et les problèmes sociaux et économiques susceptibles de provoquer à chaque instant des crises fort redoutées par les responsables politiques de ces mêmes pays. Ainsi l'antisémitisme entre-t-il dans leur agenda politique et se banalise comme s'il s'agissait d'une simple plateforme politique, empruntant à la rhétorique classique de l'antisémitisme ses thèmes principaux, dont celui du complot juif et de la domination juive (ou judéo-américaine). Sur cette plateforme vient se greffer le soutien aux Palestiniens, au nom d'une solidarité arabe qui passe aussi par l'islam.

En Occident, l'antisémitisme et le soutien à la cause palestinienne apparaissent comme rassembleurs pour certains prêcheurs fondamentalistes qui

les promeuvent au nom de l'islam. Cette confusion travaille les esprits et peut conduire de jeunes arabo-musulmans à banaliser l'antisémitisme en le conjuguant avec une certaine forme de délinquance, sans que la différence entre les deux soit clairement faite. À cela s'ajoutent les messages de type antisémite ou haineux qui s'introduisent dans les foyers issus de l'immigration par divers canaux médiatiques. À ce rythme, le cocktail est susceptible de devenir explosif.

### **L'antisémitisme de tradition et l'antisémitisme comme cause**

Il convient de prendre en considération que la focalisation sur l'antisémitisme en provenance des milieux issus de l'immigration fait oublier le réveil de l'antisémitisme chez certaines couches (non musulmanes) de la société française qui trouve justification dans le conflit israélo-palestinien pour donner libre cours à une argumentation qui puise dans l'ancien arsenal classique. Le fait est que le tabou de l'antisémitisme a sauté avec le conflit israélo-palestinien. Désormais, la mémoire de l'Holocauste ne prémunit plus les Juifs contre l'antisémitisme. Le tabou a sauté aussi parce que dans certains milieux, le Juif, confondu avec l'Israélien, perdant le statut de victime qui lui conférait l'Holocauste, n'est plus protégé. La nouvelle victime est d'emblée le Palestinien, identifié à un Jésus souffrant. Dans ces mêmes milieux issus des couches conservatrices de la société, on peut être anti-arabe avec en arrière-fond les effets de la décolonisation non encore digérés, tout en défendant la cause palestinienne, considérée comme extérieure aux frontières nationales. Une cause sans effets immédiats sur l'environnement social. Il n'est pas rare non plus que les défenseurs des Juifs et d'Israël se recrutent dans ces mêmes milieux qui prennent ainsi parti en raison d'une aversion à l'endroit des Arabo-musulmans, héritée de la guerre d'Algérie. Hier antisémites, ils peuvent être aujourd'hui anti-arabes, islamophobes, etc., ce qui ne garantit nullement qu'ils soient d'authentiques amis des Juifs ou d'Israël.

Il ne faut pas négliger non plus les milieux de l'extrême droite qui diffusent un antisémitisme idéologique au message brouillé, parallèlement à un racisme anti-arabe fort actif. La commission sur le racisme et le négationnisme à l'Université Jean Moulin Lyon-III, présidée par l'historien Henry Rousso, a remis au Ministre de l'Education François Fillon en octobre 2004 un rapport estimant que les fondateurs de cette université « ont plus que toléré l'expression des idées d'extrême droite au sein de l'université : celles-ci ont été constitutives de sa création ». Les toutes dernières déclarations de Bruno Gollnisch, lui-même professeur dans cette Université et numéro 2 du Front National, sur le génocide ont apporté un surcroît de crédibilité à cette analyse, s'il en était besoin. Celui-ci lors d'une conférence de presse tenue à Lyon est revenu sur la question du génocide commis par les nazis : « Il n'y a plus un historien sérieux qui adhère intégralement aux conclusions du procès de Nuremberg » a-t-il dit. Après cette sortie négationniste, la présidence de l'Université de Lyon-III a demandé au Ministre de l'Education la suspension de Bruno Gollnisch.

Le conflit israélo-palestinien s'est également transformé dans certains milieux d'extrême gauche, surtout non organisés, en nouvelle cause. Le soutien aux Palestiniens s'accompagne parfois de certaines confusions flirtant avec l'antisémitisme, un manichéisme simpliste permettant de mettre l'Israélien et le Juif tout ensemble du côté des « méchants » - et le Palestinien du côté des « bons ». Ce manichéisme génère de l'antisémitisme, induisant une rhétorique dénuée de nuances. L'antisémitisme tend parfois à se cacher derrière la critique d'Israël. Ces dérapages ne sont pas l'apanage de tous les milieux d'extrême gauche et toute critique de la politique de Sharon de leur part ne peut pas être ramenée à de l'antisémitisme. Les excès d'interprétation dans ce sens au sein de certains milieux juifs existent également et dévoient le combat contre l'antisémitisme réel.

## **Quelles stratégies pour un combat contre l'antisémitisme ?**

### *Formation et éducation*

Les diverses composantes de la société française qui peuplent l'école ont toutes le droit d'apprendre leur histoire et leur culture – et celles de l'Autre – pour mieux accéder à l'universel, un universel enfin devenu ce qu'il prétend être, et sorti de ses ornières... un universel vraiment fédérateur, seul à même de désamorcer les nationalismes diasporiques qui aujourd'hui nourrissent les replis communautaristes. En nous investissant dans la connaissance de l'Autre par l'intermédiaire de l'apprentissage du religieux comme fait de civilisation, nous avons une issue qu'il convient d'exploiter. Ce n'est pas réduire cette connaissance au religieux que de revendiquer ce moyen de rapprochement, non seulement entre Juifs et musulmans mais entre tous les groupes qui composent la mosaïque française, et ceci à l'heure où l'école est elle aussi secouée par l'antisémitisme et le racisme.

Les passerelles se construisent sur le terrain. Ce sont les enseignants qui sauront préparer les citoyens de demain, dans la connaissance réciproque de leurs cultures et de leurs religions respectives. Les parents, les responsables associatifs, bref tous les citoyens pourraient profiter d'une formation adaptée dans cette direction et répondant à leurs besoins. La tâche est immense, mais il est encore temps de l'engager, sans démagogie, en se disant que tous les remèdes sont bons à condition d'en connaître la posologie et de diversifier les prescriptions. L'enseignement du fait religieux comme fait de civilisation est important pour créer le climat pluriculturel qui, dans la moyenne durée, conduirait par la connaissance mutuelle à transcender ces fléaux que sont le racisme et l'antisémitisme.

Les politiques, souvent plus soucieux de s'assurer des effets d'annonce que de mener une action concertée et continue, disposent de plus de temps qu'ils ne le reconnaissent eux-mêmes, ne serait-ce que de celui de leur mandat, pour envisager des remèdes dont l'efficacité ne se révélera, certes, qu'à moyen ou long terme. Si la formation, la pédagogie de l'information, une plus grande attention aux inquiétudes de la population, toutes confessions et appartenances confondues, cohabitaient avec des projets porteurs pour un meilleur vivre-ensemble, avec des ripostes raisonnées non seulement face à l'antisémitisme mais aussi face au racisme, qui semblent tous deux s'être durablement installés en France, peut-être que commencerait alors le vrai travail.

### *Revoir les modalités de l'enseignement de la Shoah*

Pour parer à l'oubli, ce n'est pas du devoir de mémoire que nous avons besoin, mais d'une contextualisation du génocide, de sa mise en perspective avec d'autres génocides, d'autres événements marquants de l'histoire contemporaine, de son explication. En fait, de sa désacralisation en faveur de son humanisation et de l'universalisation progressive qui en découlera. C'est alors que serait envisageable une transmission solide aux Juifs et aux non-Juifs.

Si le tabou de la Shoah est levé actuellement, et conjointement avec celui de l'antisémitisme, c'est parce que la transmission de la Shoah s'est faite d'une manière coupée du fait juif, de la vie juive avant la Shoah, de celle d'après, de la culture juive en un mot. On n'a retenu que l'horreur, que la mort qu'on a parfois transposée dans une horreur qui pouvait pour certains devenir ludique. Si nous nous sommes trompés, c'est parce que nous avons cru, avec la naïveté de l'humain, que l'invocation d'un exemple – paradoxalement présenté comme unique – pouvait empêcher la répétition du pire dans le concret de l'histoire. L'histoire nous montre suffisamment que ce n'est pas le cas. Si ce l'avait été, il n'y aurait eu ni guerres, ni massacres, ni autres génocides après l'Holocauste. Le

tabou peut toujours être levé. C'est ce qui arrive aujourd'hui, et qui est arrivé ailleurs, dans d'autres moments historiques.

Il est temps de prendre le sujet à bras le corps, d'incorporer le génocide des Juifs à l'histoire, comme les violences et les effets à long terme de la colonisation et de la décolonisation, avant qu'elles aussi ne se figent. Ces rencontres sont susceptibles de donner chair à une autre vision de l'histoire contemporaine, dans ses multiples heurts, ses incompatibilités, ses erreurs passées et encore en cours. C'est dans cet enchaînement, dans ces interrelations que l'Holocauste trouvera sa juste place dans la conscience collective, en responsabilisant les citoyens du monde devant ce qui arrive, et sans les installer dans cette combinaison de culpabilité et de pathos permanent, parfois mauvaise conseillère.

La Shoah a servi de grille de lecture pour l'histoire de la France de l'époque, divisant le monde entre les Résistants et les autres. De surcroît, le trop de mémoire a provoqué une sélection, un oubli qui peuvent expliquer en partie la levée du tabou. S'il n'est plus possible de réintroduire le tabou, on pourra peut-être toutefois, en incluant la Shoah dans un enseignement plus général où les Juifs vivants auraient également leur place, fixer l'attention sur ceux qui sont morts – parce qu'ils étaient juifs, selon les critères raciaux en vigueur dans les régimes nazi ou pro-nazis.

### *La responsabilité partagée*

Les pouvoirs publics en France sont très réactifs sur la question de l'antisémitisme et des moyens à mettre en oeuvre pour le contrer. Il est difficile de les taxer de négligence. Mais peut-être les mesures prises sont-elles surtout de nature à calmer les esprits des populations touchées par l'antisémitisme et n'optent-elles pas suffisamment pour des solutions de longue haleine plus formatrices que défensives. Ces mêmes pouvoirs publics pourraient également

conjuguer leurs efforts avec ceux de la société civile et les soutenir avec plus d'enthousiasme.

Le rôle des institutions communautaires juives et arabo-musulmanes est primordial dans l'organisation et le déroulement des initiatives à venir. Non seulement elles ont le devoir de sortir de leur confusion d'une part entre le combat contre l'antisémitisme et la défense d'Israël et d'autre part entre soutien à la cause palestinienne et hostilité aux Juifs. L'autorité exercée par ce leadership, et même s'il est traversé lui-même de grandes divisions internes, est susceptible de calmer l'excitation des troupes des deux côtés. Les intellectuels des deux bords ont aussi le devoir de s'exprimer clairement sur les modalités du combat à mener et sans tomber dans les discours partisans ou communautaristes.

Les médias ont également un rôle important à jouer dans l'éducation contre le racisme et l'antisémitisme en évitant le sensationnalisme et les manipulations de l'opinion.

Le leadership juif devrait de son côté opter pour plus de rigueur dans ses déclarations concernant les actes antisémites, en évitant la précipitation. Il lui incombe de faire un tri entre les actes de délinquance et les actes antisémites, même s'il est sous la pression d'une base qui, en raison de la peur dans laquelle elle se trouve plongée, a tendance à tout interpréter sous le signe de l'antisémitisme.

Toutes les initiatives de rapprochement entre Juifs et arabo-musulmans sont à encourager. C'est à la société civile que ce travail incombe. Leur multiplication est susceptible de créer une dynamique positive. Les rencontres interconfessionnelles vont dans le même sens.

Les remèdes dans la lutte contre l'antisémitisme ne peuvent pas être distingués de ceux qu'on doit utiliser pour endiguer le racisme. Le combat devrait être mené de front dans les deux directions en même temps. L'antisémitisme ne concerne pas seulement les Juifs et le racisme pas seulement les Arabo-musulmans ou les Noirs, mais tous les Français, toute l'humanité.

Certes, l'arrêt des hostilités entre Israéliens et Palestiniens tempérerait l'hostilité actuelle entre Juifs et Arabo-musulmans, sans l'enrayer complètement. Toute la société est interpellée par ce conflit. Aucune législation ne sera suffisante si la société n'est pas responsabilisée dans ce domaine et que le respect de la confession, de l'ethnie, de la race de l'autre ne sont pas mis à l'ordre du jour des politiques locales, nationales, éducatives.